

Bulletin d'information trimestriel de la CEA

avril - septembre



APERÇU

D'avril à septembre 2025, la Commission économique pour l'Afrique (CEA) est restée ferme dans son engagement en faveur de l'élaboration des grandes orientations de l'Afrique, qu'il s'agisse d'accélérer les cadres commerciaux transformateurs ou de forger de nouveaux partenariats dans les domaines des finances publiques, de l'énergie, des systèmes alimentaires et de l'action en faveur du climat. Au cours d'une année marquée par des crises mondiales et régionales convergentes, la CEA a donné la priorité à l'influence sur les politiques, à l'intégration régionale et à la collaboration à fort impact.

Lors de la réunion de coordination semestrielle de l'Union africaine à Malabo, le Secrétaire exécutif, Claver Gatete, a appelé à une action collective urgente à un moment où l'Afrique fait face à des vents contraires convergents – ralentissement de la croissance, augmentation des vulnérabilités liées à la dette et

resserrement des financements concessionnels – et a souligné que « la question n'est plus de savoir ce qu'il faut faire, mais de savoir dans quelle mesure nous pouvons le faire de toute urgence ». Il a réaffirmé l'engagement de la CEA à aider les États membres à traduire leur ambition en résultats mesurables grâce à trois leviers : des données rigoureuses et comparables ; des moyens d'action applicables ; et des partenariats qui mobilisent des financements et des capacités d'exécution. Cela signifie qu'il faut renforcer le diagnostic des pays et l'analyse de la viabilité de la dette ; déployer des boîtes à outils sur la mobilisation des ressources intérieures, la facilitation des investissements et la logistique commerciale ; et bâtir des coalitions avec les institutions régionales et le secteur privé pour accélérer la mise en œuvre. **Suivez l'intégralité de son discours ici :** <https://www.youtube.com/watch?v=OKT5u12-lgs>.

Tout au long de la semaine, la CEA a contribué à la mise en œuvre de plusieurs projets phares. Lors du dialogue de haut niveau sur la transformation économique et le développement du secteur privé, les discussions ont porté sur la réduction des risques liés aux investissements productifs, l'activation des chaînes de valeur régionales (notamment dans l'agroalimentaire et les minéraux essentiels) et la mise en cohérence du financement des infrastructures avec les corridors commerciaux afin de réduire les coûts logistiques.

La CEA en a présenté les résultats escomptés à court terme avec les États membres et les organes de l'Union africaine, à savoir : évaluations de l'efficacité des corridors et des ports afin d'éclairer la définition des priorités et le financement ; des guides stylisés sur la dette, la gestion des risques de catastrophe et l'efficacité des dépenses ; et un tableau de bord de la mise en œuvre de la ZLECAf pour suivre l'adoption des règles d'origine, la résolution des BNT et la libéralisation des services. La ligne directrice issue de Malabo est claire : coupler les données et l'exécution ; favoriser l'afflux de capitaux privés là où les budgets publics sont serrés ; et maintenir l'accent sur l'intégration à l'échelle du continent afin que la croissance soit non seulement plus rapide, mais aussi plus résiliente et inclusive de par sa conception. Lire la déclaration complète ici <https://www.uneca.org/stories/statement-by-mr-claver-gatete-at-the-47th-ordinary-session-of-the-executive-council> et ici <https://www.uneca.org/stories/un%E2%80%99s-claver-gatete-champions-africa%E2%80%99s-integration-and-transformation-at-african-union-mid>.

La Vision du centenaire de la Somalie 2060 : Un programme à long terme pour la paix, la prospérité et l'intégration

La Somalie a officiellement lancé sa Vision 2060, une feuille de route de transformation sur 35 ans ancrée dans la stabilité macroéconomique, l'édification de l'État et l'intégration régionale et mondiale. Avant le lancement, le Président Hassan Sheikh Mohamud a reçu le Secrétaire exécutif de la CEA, M. Claver Gatete, au palais présidentiel, afin de faire un tour d'horizon des actions prioritaires et des étapes de mise en œuvre. La CEA est fière d'avoir accompagné la Somalie tout au long du processus de formulation et continuera à soutenir la mise en œuvre dans trois domaines essentiels : i) promouvoir une stratégie nationale relative à la ZLECAf pour élargir les marchés et catalyser l'industrialisation ; ii) renforcer les cadres de partenariat public-privé (PPP) afin de mobiliser des investissements de qualité dans les infrastructures et les services ; et iii) mettre en place des écosystèmes de données inclusifs – y compris les systèmes d'enregistrement des faits d'état civil et d'établissement des statistiques de l'état civil – pour renforcer l'élaboration de politiques fondées sur des données probantes, le ciblage de la protection sociale et la planification budgétaire. Ensemble, ces piliers font de la Vision 2060 une voie crédible vers l'emploi, la résilience et la fierté nationale partagée.

Pour en savoir plus : <https://www.uneca.org/stories/at-launch-of-somalia-centennial-vision-2060%2C-un-commends-somali-progress-and-plans>.



Compter sur l'Afrique, privilégier le financement intérieur

Lors de la 32^e assemblée annuelle d'Afreximbank à Abuja, le Secrétaire exécutif Claver Gatete a souligné le rôle d'Afreximbank en tant que « moteur financier de l'Afrique, par l'Afrique et pour l'Afrique », saluant son leadership contracyclique dans les domaines des vaccins, du financement du commerce et de la mise en place de la ZLECAf. Il a défini cinq impératifs pour passer de la résilience à la transformation : recapitaliser les institutions financières africaines à grande échelle ; rendre opérationnelle une agence africaine de notation du crédit afin de réduire les biais et les coûts d'emprunt ; renforcer la coordination entre Afreximbank, la BAD et les institutions de financement du développement pour les investissements conjoints et le partage des risques ; aligner le financement du commerce sur les priorités de la ZLECAf et les chaînes de valeur régionales (des véhicules électriques à batterie aux textiles et au commerce électronique) ; et institutionnaliser la recherche, les données et le financement tenant compte des risques par le biais de centres de connaissances communs et d'un renforcement des capacités sous la houlette de l'IDEP.

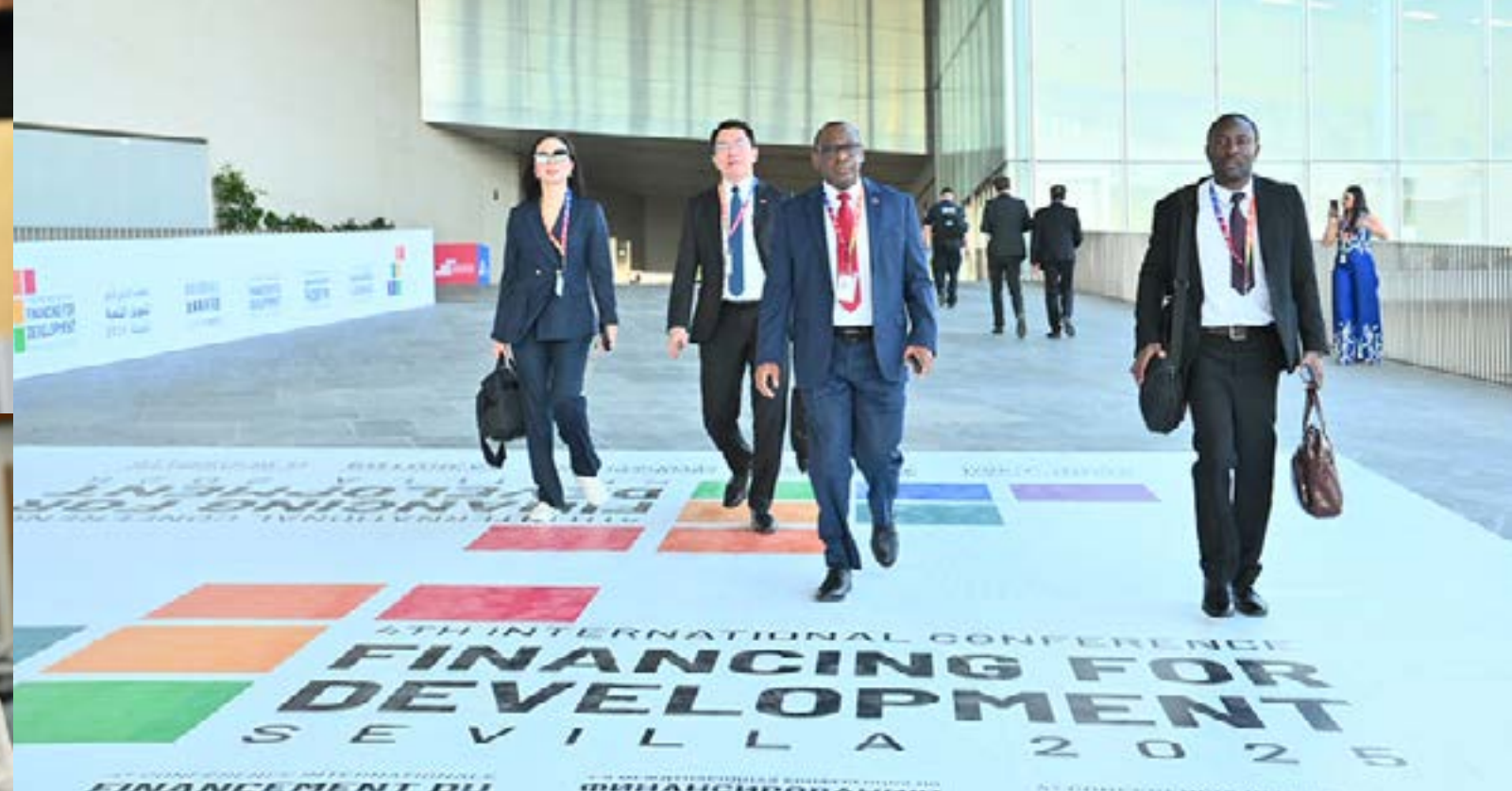
En marge de la réunion, le Secrétaire exécutif a rencontré le Ministre nigérian du budget et de la planification nationale, Abubakar Bagudu, et le Ministre des finances, Wale Edun, afin d'approfondir la collaboration en matière de réduction des risques liés à l'investissement, d'amélioration de la mise en œuvre des politiques, de mobilisation des ressources intérieures et de rationalisation fiscale, ainsi que d'accélération de la numérisation des systèmes de recettes et de dépenses. La CEA et le Nigéria ont également étudié la possibilité d'élargir la modélisation macroéconomique, le partage des connaissances et les argumentaires sur mesure destinés aux investisseurs pour attirer les capitaux privés. Ensemble, ces engagements sont le signe d'un effort ciblé pour débloquer des financements abordables, allonger les échéances et canaliser les capitaux vers des industries à valeur ajoutée et des chaînes d'approvisionnement intégrées, afin de promouvoir la souveraineté financière de l'Afrique et la réalisation des promesses de la ZLECAf.

Lancement de l'initiative « Brand Africa 100 » : S'approprier le récit de l'Afrique, développer les marques africaines

La CEA a organisé le lancement de l'édition 2025 de Brand Africa 100 à la Maison de l'Afrique (Africa Hall), mettant en lumière le pouvoir créatif, l'esprit d'entreprise et l'essor du marché de la consommation du continent. Dans son intervention, le Secrétaire exécutif Claver Gatete a célébré les marques classées cette année en tant qu'ambassadrices de la promesse de l'Afrique et a souligné que l'Afrique ne demandait plus un changement de discours, mais qu'elle le prenait en charge. Avec la population la plus jeune du monde et une classe moyenne en pleine expansion, l'histoire de la marque Afrique était de plus en plus définie par l'innovation : corridors de la finance mobile à Nairobi, industries créatives à Lagos, zones industrielles vertes à Addis, et centres de design de Dakar au Cap.

Au-delà de la célébration, la manifestation a permis d'établir un programme pratique pour développer les marques africaines. Les priorités sont les suivantes : investir dans l'innovation menée par les jeunes et dans les industries créatives ; créer des chaînes de valeur régionales dans le cadre de la ZLECAf afin que le « Made in Africa » devienne une marque de qualité ; intégrer l'image de marque dans la promotion du commerce et des investissements (la diaspora jouant le rôle d'ambassadeur de la marque à l'échelle mondiale) ; renforcer les systèmes de données en temps réel sur la perception du marché ; et créer un fonds panafricain d'innovation créative pour financer et mondialiser les marques africaines à fort potentiel dans des secteurs allant de la fintech à l'agro-industrie en passant par la mode.

Pour la CEA, Brand Africa est en lien direct avec ses mandats fondamentaux en matière d'industrialisation inclusive, d'intégration régionale et de développement du secteur privé. La Commission a réitéré sa volonté de travailler



en partenariat avec l'Union africaine, le secrétariat de la ZLECAf, les communautés économiques régionales, les bureaux nationaux de statistique, les instituts de recherche, les réseaux de jeunes et l'industrie afin

d'améliorer la visibilité de l'Afrique et de convertir l'élan de la marque en emplois, en exportations et en investissements. **Regardez le lancement ici :** <https://www.youtube.com/watch?v=A7ROiDOq3s0>.

Quatrième Conférence internationale sur le financement du développement à Séville : des principes aux bénéfices pour l'Afrique

Lors de cette Conférence, la CEA a présenté des arguments clairs : l'Afrique n'a pas besoin d'un autre communiqué, elle a besoin d'un système financier qui fonctionne dans la pratique. Face à une croissance ralentie par une dette coûteuse, des chocs climatiques et une diminution des flux concessionnels, le message de la CEA s'est concentré sur des solutions réalisables qui peuvent débloquent des capitaux abordables et les convertir en emplois, en résilience et en intégration régionale.

Les priorités de la CEA à Séville se sont articulées autour de cinq objectifs. Premièrement, une restructuration plus équitable de la dette : étendre et accélérer les restructurations (au-delà du Cadre commun du G20), allonger les échéances et renforcer les clauses subordonnant le service de la dette à la situation de l'État afin de protéger les budgets contre les chocs. Deuxièmement, des liquidités plus abondantes et moins chères : réacheminer les DTS à grande échelle par l'intermédiaire des banques multilatérales de développement, augmenter le capital exigible et déployer des plateformes de garantie pour attirer l'investissement privé là où le risque est mal évalué. Troisièmement, abaisser le prix du risque africain : réformer les pratiques de notation du crédit, adopter un indice de vulnérabilité/résilience et recourir au financement mixte pour réduire les écarts de taux des emprunts souverains et des projets. Quatrièmement, la mobilisation des ressources nationales dans le respect de l'intégrité : combler les lacunes qui drainent les recettes, faire progresser la coopération fiscale internationale et numériser les systèmes de recettes/dépenses afin d'améliorer la transparence et la prestation de services. Cinquièmement, un financement climatique adapté aux besoins : rendre opérationnel le Fonds pour les pertes et les préjudices, augmenter le financement de l'adaptation et développer les instruments verts/bleus/liés à la durabilité alignés sur des réserves de projets crédibles, en particulier pour l'énergie, les systèmes alimentaires et les infrastructures résilientes.

La Conférence de Seville a également fait progresser l'investissement dans les chaînes de valeur africaines dans le cadre de la ZLECAf, depuis les minéraux essentiels et la fabrication verte jusqu'à la logistique agroalimentaire, en liant les capitaux concessionnels « immatériels » pour la préparation des projets aux capitaux « physiques » pour leur mise en place. La CEA travaillera avec l'Union africaine, la BAD, Afreximbank, les communautés économiques régionales et les autorités nationales pour traduire les résultats de la Conférence de Seville en programmes de pays et de corridors bancables, en veillant à ce que chaque dollar mobilisé soit mesuré en mégawatts livrés, en kilomètres de corridors commerciaux améliorés, en PME financées et en moyens de subsistance protégés.

Pour en savoir plus sur cette manifestation : <https://www.uneca.org/eca-events/ffd4>.



FORUM POLITIQUE DE HAUT NIVEAU : DÉBLOQUER LES MOYENS DE RÉALISATION DES ODD

Lors de la session du Forum politique de haut niveau tenue en 2025 à New York, le Secrétaire exécutif, Claver Gatete, a ouvert et modéré la séance de discussion ouverte sur le thème « Débloquer les moyens de mise en œuvre : Mobiliser le financement, la science, la technologie et l'innovation pour les ODD », qui s'est tenue dans la salle de l'Assemblée générale des Nations Unies. La session a permis d'approfondir la question de savoir comment les pays peuvent construire un cadre cohérent de financement et de science-technologie-innovation (STI), en établissant des liens explicites avec les résultats et la dynamique de la quatrième Conférence internationale sur le financement du développement. La question posée est simple : que peut-on faire immédiatement pour accélérer la réalisation des objectifs de développement durable ?

Le débat, auquel ont participé Sanda Ojiambo (Pacte mondial des Nations Unies), Robbert Dijkgraaf (Ministre néerlandais de l'éducation, de la culture et des sciences) et Robert Kirkpatrick (initiative Global Pulse), a fait ressortir quatre priorités opérationnelles : 1) augmenter les financements abordables en renforçant la mobilisation des ressources intérieures et en éliminant les risques liés aux instruments qui permettent d'attirer les capitaux privés ; 2) faire en sorte que les portefeuilles des banques multilatérales de développement et les guichets concessionnels soient alignés sur les investissements essentiels pour les ODD, avec des plateformes nationales plus claires ; 3) généraliser l'infrastructure publique numérique et les systèmes de données pour réduire les frictions non tarifaires et celles liées à la prestation de services ; et 4) orienter la STI vers l'inclusion, en particulier des femmes, des jeunes, des MPME et des producteurs informels, afin que l'innovation se traduise par des emplois et des revenus.

La contribution de la CEA s'est concentrée sur la mise en œuvre : en utilisant des statistiques solides, des données géospatiales et des moyens d'action pour aider les États membres à transformer les promesses en réserves de projets, en reliant le suivi de la quatrième Conférence sur le financement du développement (architecture de la dette, financement mixte, réacheminement des DTS) avec des projets prêts pour les ODD dans les domaines de l'énergie, des systèmes alimentaires et de la création de valeur ajoutée. Le cadre de la réunion-débat, combinant le financement et la STI en tant que système de prestation unique, reflète l'approche intégrée de la CEA au niveau régional et établit un plan de travail clair pour les partenaires afin de traduire les engagements mondiaux en résultats mesurables d'ici à 2030. **Plus d'informations sur la session de 2025 du Forum politique de haut niveau ici :** <https://www.uneca.org/eca-events/high-level-political-forum>.

Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires +4 : De la production à la nutrition – L'action de la CEA en faveur du financement et du commerce à Addis-Abeba

Avant ce Sommet tenu à Addis-Abeba, le Secrétaire exécutif Claver Gatete et la Vice-Secrétaire générale de l'ONU Amina J. Mohammed ont effectué des visites de terrain sur des sites emblématiques à travers la ville – le marché de Lemi Kura, l'école Dejazmach Wondirad et la boulangerie Gulele Injera – illustrant le basculement de l'Éthiopie de la production de masse vers les chaînes de valeur axées sur la nutrition et les repas scolaires. Sur la base de ces informations, la CEA a présidé un dialogue ministériel sur « les finances publiques, le commerce et l'investissement responsable », en mettant l'accent sur trois leviers : 1) attirer des financements mixtes et concessionnels pour le stockage intelligent face aux changements climatiques, les chaînes du froid et les PME ; 2) approfondir le commerce régional dans le cadre de la ZLECAf afin d'étendre les corridors des produits de base à la nutrition ; et 3) intégrer le principe de responsabilité par le biais de systèmes de données permettant de suivre l'accessibilité financière et la qualité de l'alimentation. L'idée maîtresse : rendre les résultats nutritionnels bancables, aligner les outils financiers (taxes, garanties, obligations vertes/bleues) sur les priorités du système alimentaire, et débloquer les investissements privés tout en préservant les normes. Cela complète l'accent global que le Sommet a mis sur le financement, le commerce, la résilience et l'équité, permettant à la CEA d'être en mesure d'aider les États membres à traduire les stratégies nationales en programmes transfrontaliers susceptibles d'attirer des investissements. **Regardez la visite de la Vice-Secrétaire générale sur le terrain ici :** https://www.youtube.com/watch?v=H7qryK_6V1k.



La CEA à la troisième Conférence des Nations Unies sur les pays en développement sans littoral : Lors de cette Conférence tenue à Awaza (Turkménistan), le Secrétaire exécutif Claver Gatete a lancé un appel clair en faveur d'une action audacieuse pour transformer les réalités structurelles des 16 pays africains sans littoral. S'exprimant lors du débat général, M. Gatete a souligné que l'enclavement ne devait pas déterminer le destin économique d'un pays. Il a souligné que les pays africains en développement sans littoral ne représentaient que 0,25 % des exportations mondiales et qu'ils étaient confrontés à des coûts de transport jusqu'à 40 % plus élevés que ceux des États côtiers, ce qui faisait de l'investissement dans la connectivité, l'énergie et l'infrastructure numérique une priorité urgente.

La participation de la CEA à cette conférence a renforcé son engagement à lutter contre ces disparités grâce à des solutions fondées sur des données, à l'intégration régionale et à des financements innovants. Lors d'une manifestation spéciale de haut niveau sur la Facilité d'investissement et de financement des infrastructures, un élément clé du Programme d'action d'Awaza, M. Gatete a appelé à un changement de paradigme dans l'infrastructure financière. Il a insisté sur l'augmentation des financements mixtes, des mécanismes de réduction des risques et de la participation du secteur privé pour combler le déficit de 160 milliards de dollars de l'Afrique en matière d'infrastructures, en particulier dans les domaines de l'énergie, du numérique et des systèmes de transport alignés sur la ZLECAf.

La CEA a également souligné le soutien continu aux pays africains en développement sans littoral par le biais d'initiatives qui promeuvent la fabrication à valeur ajoutée, telles que la zone économique spéciale transfrontalière pour les batteries et les véhicules électriques entre la République démocratique du Congo et la Zambie, et l'opérationnalisation du protocole sur le commerce numérique de la ZLECAf. S'appuyant sur les corridors de transport tels que le LAPSSET et les autoroutes transafricaines en cours de développement, la CEA aide les États membres à intégrer leurs programmes de commerce, d'industrialisation et de transformation numérique.

Appelant le Programme d'action d'Awaza à être audacieux et transformateur, M. Gatete a réaffirmé que la CEA était prête à travailler avec les pays en développement sans littoral, les pays de transit et les partenaires pour transformer les contraintes géographiques en opportunités, en mettant les pays sans littoral d'Afrique sur la voie d'une prospérité partagée et d'une croissance durable. **Plus d'informations ici** : [ECA calls for bold action to unlock the potential of Africa's Landlocked Developing Countries at LLDC3 | United Nations Economic Commission for Africa](#).

Investir dans les corridors alimentaires et les chaînes de valeur en Afrique

La CEA a joué un rôle central lors du Forum 2025 sur les systèmes alimentaires en Afrique, qui a réuni à Dakar des dirigeants, des investisseurs et des innovateurs pour accélérer la transition du continent d'une agriculture de subsistance à une économie alimentaire dynamique et axée sur l'investissement. Dans ses interventions, le Secrétaire exécutif Claver Gatete a souligné que la transformation des systèmes alimentaires en Afrique devait être ancrée dans les opportunités économiques, l'inclusion et la durabilité.

Lors d'une manifestation spéciale sur le Sahel, M. Gatete a souligné que « chaque dollar investi dans les systèmes alimentaires du Sahel rapporte six à sept dollars », appelant à des investissements audacieux et transformateurs dans les principales chaînes de valeur agricoles afin de réduire les importations de denrées alimentaires et de créer des emplois. Il a souligné que le programme phare du Sahel central, d'une valeur de 4 milliards de dollars, était un modèle de mobilisation d'une action coordonnée, combinant les infrastructures, la technologie et l'engagement du secteur privé pour favoriser la sécurité alimentaire et l'intégration régionale.

Le Secrétaire exécutif a également mis en lumière le Pacte du Sahel pour l'égalité entre les hommes et les femmes, dans lequel les États s'engagent à allouer 15 % du budget à des actions en faveur de l'égalité des sexes et à orienter 30 % des ressources vers des organisations dirigées par des femmes. « Pour réussir au Sahel, il faut placer les femmes et la résilience au centre des préoccupations », a-t-il déclaré, ajoutant que les pratiques intelligentes face au climat étaient « non négociables si l'on voulait un impact durable ».

Soulignant les limites du financement public,

M. Gatete a appelé à un financement innovant par le biais de mécanismes mixtes, d'obligations vertes et d'instruments de réduction des risques afin d'attirer les capitaux privés. « Les budgets publics ne suffisent pas à eux seuls », a-t-il déclaré. « L'ONU s'est engagée à faire ce chemin avec les gouvernements du Sahel afin de transformer les systèmes alimentaires en actifs d'investissement pour la prospérité ».

En clôturant le forum, M. Gatete s'est intéressé à la jeunesse africaine, déclarant que « 6 Africains sur 10 ont moins de 25 ans ; la transformation de nos systèmes alimentaires doit être co-crée et menée par les jeunes ». Il a exhorté les décideurs à développer les start-up agro-technologiques, à élargir l'accès à la terre et au crédit, et à aligner la formation professionnelle sur l'innovation agricole.

Réaffirmant le programme plus large de la CEA, le Secrétaire exécutif a appelé « à des corridors alimentaires connectés, à des marchés intégrés, à une jeunesse responsabilisée et à des notations du crédit équitables grâce à la mise en place d'une agence africaine de notation du crédit ». Il a également attiré l'attention des participants sur 94 chaînes de valeur agricoles prometteuses qui, si elles étaient développées efficacement, pourraient ancrer l'investissement privé et renforcer la compétitivité de l'Afrique sur les marchés régionaux et mondiaux.

Le Forum 2025 sur les systèmes alimentaires en Afrique avait permis de réaffirmer l'engagement de la CEA à transformer les chaînes d'approvisionnement locales que sont actuellement les systèmes alimentaires africains en moteurs de la prospérité, de l'inclusion et de la résilience face aux changements climatiques.

Le Programme climatique de l'Afrique : Des données factuelles à l'investissement



Lors du deuxième Sommet africain sur le climat, la CEA a réaffirmé son rôle d'impulsion dans la promotion d'une position africaine unifiée avant la COP30, à savoir « *Des données factuelles à l'investissement : La voie de l'Afrique vers un avenir juste et résilient face aux changements climatiques* ».

Dans son discours de clôture de la treizième Conférence sur les changements climatiques et le développement en Afrique, qui a directement influencé les résultats

du deuxième Sommet africain sur le climat, le Secrétaire exécutif Claver Gatete a déclaré : « Le Programme climatique de l'Afrique est fondé sur des données factuelles, juste et prêt à l'investissement ». Il a défini les six domaines prioritaires devant guider la réponse climatique du continent : combler le déficit d'adaptation, renforcer les données et les systèmes d'information sur le climat, obtenir un financement équitable, favoriser une transition énergétique juste, préserver les écosystèmes et améliorer la gouvernance et la responsabilisation.

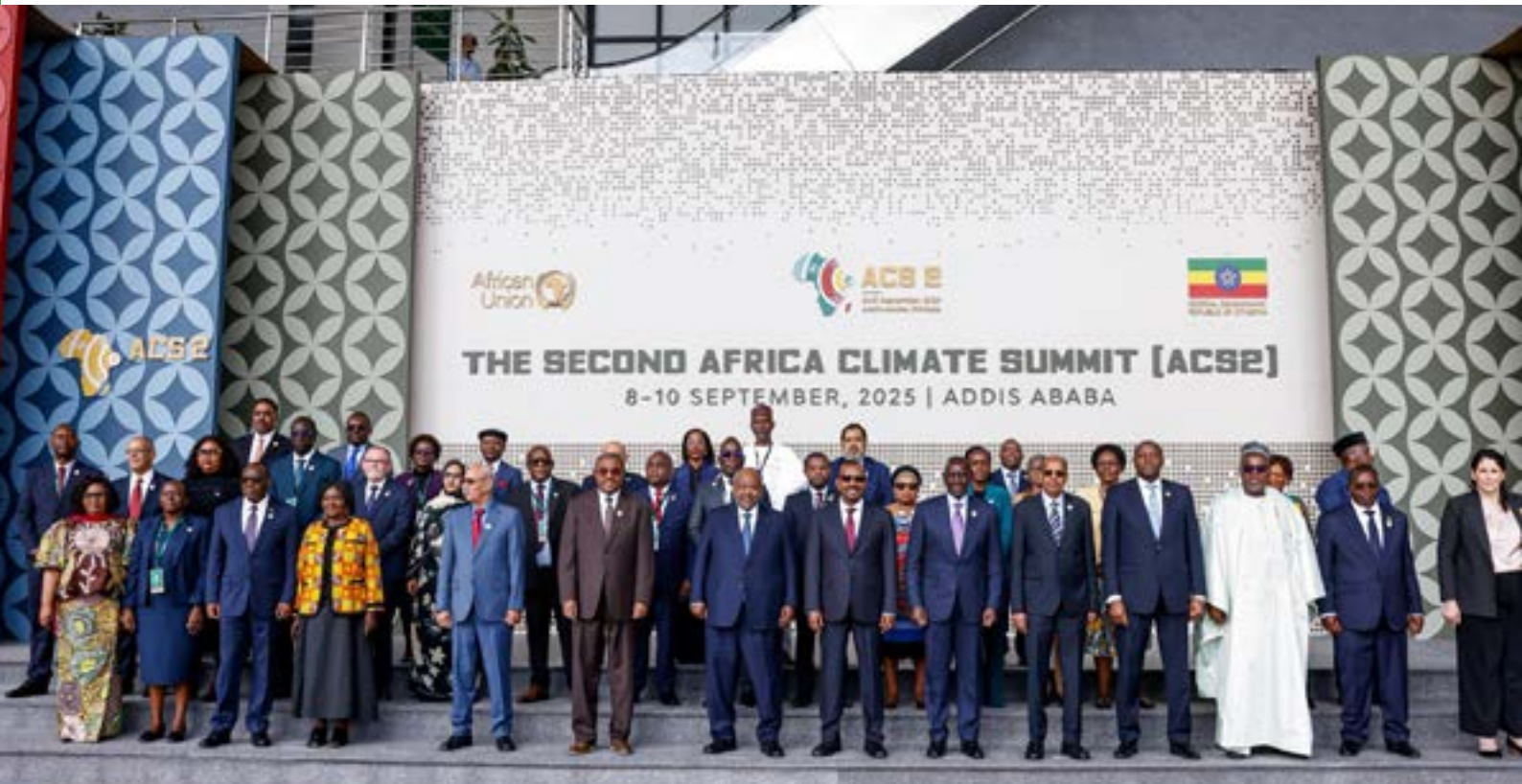
La participation de la CEA au deuxième Sommet africain sur le climat a été axée sur la traduction de ces priorités en cadres d'action et d'investissement. La Commission a présenté de nouveaux outils d'analyse et de recherche quantifiant le coût de l'inaction climatique et les retombées économiques des investissements dans la résilience, soit jusqu'à 14 dollars de pertes évitées pour chaque dollar dépensé. Elle a également réitéré l'appel de l'Afrique en faveur d'une réforme de l'architecture mondiale du financement du climat, garantissant un meilleur accès, une plus grande transparence et une plus grande prévisibilité des fonds, en particulier pour l'adaptation.

Par l'intermédiaire de sa Division des changements climatiques, de la sécurité alimentaire et des ressources naturelles, la CEA a présenté des travaux

pionniers sur l'industrialisation verte, les marchés du carbone et l'élaboration de politiques fondées sur des données. La Commission a souligné que l'intégration des paramètres climatiques dans la planification budgétaire et macroéconomique était essentielle pour que les investissements publics soient durables et axés sur la croissance.

S'appuyant sur l'écosystème croissant d'innovation climatique de l'Afrique – de l'initiative Green Legacy en Éthiopie aux corridors d'énergie renouvelable à travers le continent – la CEA a appelé à mettre au point des solutions locales, à mobiliser des capitaux privés et à intégrer des pratiques intelligentes en matière de climat dans tous les secteurs.

Réunissant plus de 250 dirigeants, scientifiques et partenaires, le Sommet d'Addis-Abeba a démontré que le Programme climatique de l'Afrique n'était pas une aspiration, mais qu'il était opérationnel et prêt à l'investissement. À l'heure où le continent se tourne vers la COP30 à Belém, la CEA reste déterminée à aider les États membres à transformer les engagements politiques en actions bancables et fondées sur des données factuelles qui renforcent la résilience et favorisent un développement durable. **Pour en savoir plus sur cette manifestation :** <https://www.uneca.org/eca-events/eca-second-africa-climate-summit>.





LA CEA À LA 80^E SESSION DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DES NATIONS UNIES : ÉLEVER LA VOIX DE L'AFRIQUE POUR UNE FINANCE ÉQUITABLE, LA TRANSFORMATION NUMÉRIQUE ET L'INDUSTRIALISATION

Lors de la 80^e session de l'Assemblée générale des Nations Unies (UNGA80), qui s'est tenue sur le thème « **Mieux ensemble : 80 ans et plus pour la paix, le développement et les droits de l'homme** », la CEA a joué un rôle de premier plan en plaçant les priorités de développement de l'Afrique au cœur du programme mondial. Dirigée par le Secrétaire exécutif, Claver Gatete, la délégation de la Commission a participé à une semaine complète de dialogues de haut niveau, de réunions bilatérales et de partenariats stratégiques pour faire entendre la voix de l'Afrique sur des questions allant de la réforme financière et de la viabilité de la dette à la transformation numérique, à l'industrialisation et à la réduction de la pauvreté.

Tout au long de la semaine de haut niveau, la CEA a renforcé sa réputation de partenaire de confiance et d'organisateur, en mettant en exergue des solutions fondées sur des données probantes et une mise en œuvre fondée sur des coalitions. Dans ses interventions, le Secrétaire exécutif a souligné l'urgence d'aligner les systèmes financiers mondiaux sur les réalités de l'Afrique, en plaidant pour un accès équitable au financement climatique, pour des réformes des pratiques de notation du crédit souverain

et pour des mécanismes régionaux plus solides tels qu'une agence africaine de notation du crédit.

Un des moments forts a été la participation de la CEA à la Global Africa Business Initiative (GABI) : « Unstoppable Africa », qui a rassemblé des chefs d'État, des PDG de groupes mondiaux et des jeunes innovateurs pour promouvoir l'investissement et la croissance sur le continent. M. Gatete a insisté sur la nécessité de faire passer le discours mondial **du risque à l'opportunité**, en citant les faibles taux de défaillance des projets d'infrastructure en Afrique et le vaste potentiel inexploité des énergies renouvelables, des industries créatives et de l'agro-industrie. L'appel était clair : **l'Afrique doit passer du potentiel à la performance** grâce à des réformes institutionnelles, à la participation du secteur privé et aux chaînes de valeur régionales dans le cadre de la ZLECAf.

La CEA a également joué un rôle central dans la promotion du programme de transformation numérique de l'Afrique. Lors de la première **Journée de la coopération numérique** organisée par le Bureau des technologies numériques et émergentes de l'ONU, M. Gatete a souligné la nécessité d'un accès équitable

à l'infrastructure numérique, notant que si l'argent mobile touchait désormais 80 % des Africains, moins de 40 % d'entre eux avaient accès à Internet. Dans le cadre de discussions avec l'Union internationale des télécommunications (UIT), la GSMA et Safaricom, la CEA a renforcé les partenariats afin de promouvoir l'inclusion numérique, une politique axée sur les données et une croissance fondée sur la technologie. La Commission co-lancera la prochaine édition du Rapport économique sur l'Afrique intitulée « **La croissance par l'innovation** », qui se concentrera sur le lien entre les données, la technologie et la politique budgétaire.

La réforme financière et l'industrialisation ont occupé une place importante dans les entretiens de M. Gatete avec les dirigeants africains et les partenaires de développement. Lors de manifestations parallèles sur le financement du développement et la Décennie du développement industriel de l'Afrique, la CEA a appelé à développer les obligations en monnaie locale, à renforcer les marchés de capitaux nationaux et à mobiliser des financements mixtes pour combler le déficit d'infrastructure de l'Afrique, représentant 130 à 170 milliards de dollars par an. Le Secrétaire exécutif a souligné que **l'industrialisation n'était pas facultative mais urgente**, étant liée à la transition vers l'énergie verte, à l'emploi des jeunes et à l'intégration de la chaîne de valeur.

Des réunions bilatérales avec des présidents et ministres du Ghana, de la Namibie, du Lesotho, de Maurice et du Maroc ont renforcé le rôle de la CEA en tant que partenaire technique soutenant les programmes de transformation nationaux. Ces réunions ont porté sur les obligations vertes, le financement par les diasporas,

les énergies renouvelables, le tourisme et les chaînes de valeur agro-industrielles, qui visent tous à favoriser une croissance durable et inclusive. L'idée d'un forum économique africain, proposée par la CEA et accueillie favorablement par le Ghana, est apparue comme une plateforme phare potentielle pour la mobilisation des investissements et la présentation de solutions conçues par l'Afrique.

Enfin, lors du dialogue de haut niveau du MAEP sur l'agence africaine de notation du crédit, la CEA a réaffirmé son plaidoyer en faveur d'une architecture mondiale du crédit plus équitable, qui reflète le véritable profil de risque et le potentiel d'investissement de l'Afrique. Le Secrétaire exécutif a souligné que « **le coût du capital en Afrique n'est pas une question technique ; c'est une question de justice** ».

Grâce à sa participation à toutes les activités de la 80^e session de l'Assemblée générale, la CEA a mis en avant sur la scène mondiale les priorités stratégiques de l'Afrique, qui vont du financement et du commerce aux données, à la technologie et à la gouvernance. La mission a non seulement renforcé les partenariats de la CEA avec les gouvernements, les organismes régionaux et le secteur privé, mais elle a également mis en route des actions de suivi essentielles : le lancement du Forum économique africain, l'opérationnalisation de l'agence africaine de notation du crédit, l'expansion de la collaboration numérique et le renforcement de la mobilisation des ressources intérieures dans la perspective de 2026.

Le message de l'Afrique était clair : grâce aux données, à la technologie et aux partenariats, le continent est prêt à façonner son propre destin en matière de développement.





DÉFENDRE LA RÉFORME FINANCIÈRE, L'ACTION EN FAVEUR DU CLIMAT ET LA SOUVERAINETÉ NUMÉRIQUE

La Secrétaire exécutive adjointe Hanan Morsy a continué à promouvoir le programme économique, financier et climatique de l'Afrique sur la scène mondiale tout au long de l'année 2025. Sa participation active aux plateformes du G20, du FMI, de la Banque mondiale, de la BAD et de l'ONU a mis en évidence le rôle de groupe de réflexion de premier plan de la CEA et son engagement à remodeler l'architecture financière mondiale, à renforcer la mobilisation des ressources intérieures et à positionner l'Afrique en tant que co-architecte de solutions pour une croissance durable.

Au sein du Groupe de travail du G20 sur l'architecture financière internationale, M^{me} Morsy a joué un rôle central dans l'élaboration de la contribution de l'Afrique à la réforme financière mondiale sous la présidence sud-africaine du G20. Elle a souligné la nécessité d'aligner les incitations du marché sur les priorités de développement, d'encourager la restructuration préventive de la dette et d'étendre l'admissibilité au financement concessionnel aux pays à revenu intermédiaire. Lors de ses interventions à la table ronde mondiale sur la dette souveraine et aux travaux du groupe d'experts sur l'Afrique, elle a souligné que les projets d'infrastructure africains étaient sous-évalués par les marchés mondiaux, appelant à des évaluations des risques fondées sur des données et à des réformes réglementaires pour débloquer l'investissement privé à long terme. Elle a

également défendu l'augmentation du financement en monnaie locale, les instruments de financement mixtes et le réacheminement des DTS par l'intermédiaire des banques multilatérales de développement en tant qu'outils essentiels pour augmenter l'apport de capitaux à un coût abordable.

Lors des réunions de printemps du FMI et de la Banque mondiale, M^{me} Morsy a codirigé la participation de la CEA aux travaux du groupe d'experts du G20 sur l'Afrique, contribuant ainsi au rapport phare destiné aux chefs d'État. Elle a également pris la parole lors de tables rondes de haut niveau, notamment lors des débats du Forum officiel des institutions monétaires et financières (OMFIF) sur la dette extérieure et les risques de change, où elle a souligné la nécessité pour l'Afrique de trouver des solutions sur mesure pour concilier responsabilité budgétaire et impératifs de développement. Lors d'une table ronde sur la Convention-cadre des Nations Unies sur la coopération fiscale internationale, elle a souligné que des règles fiscales mondiales équitables et une coordination africaine plus forte étaient essentielles pour endiguer les flux financiers illicites et renforcer les recettes intérieures. M^{me} Morsy a appelé à l'utilisation d'outils numériques et d'analyses fondées sur des données probantes pour moderniser les systèmes fiscaux, améliorer la transparence et réduire les incitations nuisibles, en veillant à ce que

la fiscalité devienne un moteur – et non un frein – du développement durable.

Lors des assemblées annuelles de la Banque africaine de développement, M^{me} Morsy a participé à la réunion du groupe de travail de haut niveau sur l'Afrique pour informer les ministres de l'évolution du commerce et du financement de la santé. Elle a insisté sur l'accélération de la mise en œuvre de la ZLECAf, le renforcement des chaînes de valeur régionales et l'amélioration de l'efficacité des dépenses publiques afin de protéger les économies de la volatilité mondiale. Son message était clair : la souveraineté budgétaire de l'Afrique dépendait de la solidarité régionale, de l'innovation et de l'investissement dans les personnes et les institutions.

En ce qui concerne l'action en faveur du climat, M^{me} Morsy a codirigé la campagne de sensibilisation menée par la CEA lors des manifestations préparatoires au Sommet africain sur le climat et à la Semaine climatique 2025 dans le cadre de la CCNUCC, mettant en lumière le rôle de l'Afrique en tant que fournisseur – et pas seulement en tant que bénéficiaire – de solutions climatiques. Elle a cité des initiatives phares telles que Green Heritage (héritage vert) en Éthiopie (40 milliards d'arbres plantés), l'Initiative de restauration des paysages forestiers africains (AFR100) (100 millions d'hectares d'ici à 2030) et le rôle d'impulsion de l'Afrique dans les domaines des obligations vertes et des énergies

renouvelables. Elle a rappelé que la mobilisation de financements mixtes, la réforme du Cadre commun du G20 et la garantie de transitions énergétiques équitables étaient des conditions préalables à la résilience et à la croissance.

Lors de la quatrième Conférence internationale sur le financement du développement à Séville, M^{me} Morsy a prononcé le discours d'ouverture de la table ronde conjointe CEA-ONU-Habitat-FENU sur le thème « Libérer le potentiel budgétaire pour un développement urbain durable ». Elle a annoncé le lancement des études de la CEA sur les résultats financiers de six villes africaines pilotes et d'un nouveau tableau de bord de suivi des finances des collectivités locales. Elle a souligné l'importance de la décentralisation budgétaire, de l'investissement privé et de l'innovation au niveau des villes pour favoriser une croissance urbaine inclusive et durable.

Grâce à ces engagements, la Secrétaire exécutive adjointe Hanan Morsy continue d'incarner la mission de la CEA, qui consiste à jeter un pont entre la politique et la pratique. De la finance mondiale à l'équité numérique, de la gouvernance urbaine à la résilience face aux changements climatiques, son rôle d'impulsion renforce l'action de l'Afrique dans la mise en place de systèmes plus justes et plus inclusifs, ancrés dans le partenariat, l'innovation et les réformes fondées sur des données probantes.





Célébrer le service et la vision : L'héritage d'Antonio Pedro

Au terme de son mandat de Secrétaire exécutif adjoint de la CEA, Antonio Pedro a été salué pour son leadership exemplaire, sa rigueur intellectuelle et sa contribution de longue date au programme de développement durable de l'Afrique. Son départ a marqué la fin d'un chapitre défini par l'innovation en matière de politique générale, la défense de la diversification économique et un engagement inébranlable en faveur du multilatéralisme.

Dans sa conférence d'adieu, intitulée « *Industries extractives et diversification économique en Afrique : L'Afrique peut-elle innover ?* », M. Pedro a exhorté les pays africains à tirer parti de leurs abondantes ressources naturelles non seulement pour l'exportation, mais aussi comme tremplin pour la transformation structurelle et la croissance inclusive. Il a souligné la nécessité urgente de passer de la dépendance à l'égard des produits de base à la création de valeur ajoutée, aux chaînes de valeur régionales et à l'industrialisation verte. S'appuyant sur des décennies de travail à la CEA, il a clairement montré comment des régimes fiscaux intelligents, des politiques de contenu local et une gouvernance responsable des ressources minérales pourraient favoriser le développement durable et créer des emplois de haute qualité. « L'Afrique ne doit plus être définie par la volatilité de ses matières premières, mais par la force de son innovation et la résilience de ses populations », a-t-il conclu, un message qui a trouvé un écho profond au sein de la communauté de la CEA. **Écoutez sa conférence ici :** <https://www.youtube.com/watch?v=B1rTeUpXJI&t=53s>.

Au-delà de son leadership économique, M. Pedro s'est fait le champion du **multilinguisme et de la diplomatie culturelle** au sein du système des Nations Unies. Sous son patronage, l'école de langues de la CEA, en partenariat avec l'Ambassade du Portugal à Addis-Abeba et l'Institut Camões, a achevé avec succès son cours de portugais pour le personnel, renforçant ainsi la communication interculturelle et le développement professionnel. Aux côtés de S.E. Luísa Fragoso, Ambassadrice du Portugal en Éthiopie, M. Pedro a remis des certificats aux diplômés, saluant leur dévouement et réaffirmant l'engagement de la CEA en faveur de la diversité linguistique en tant que pont pour la coopération entre les États membres lusophones.

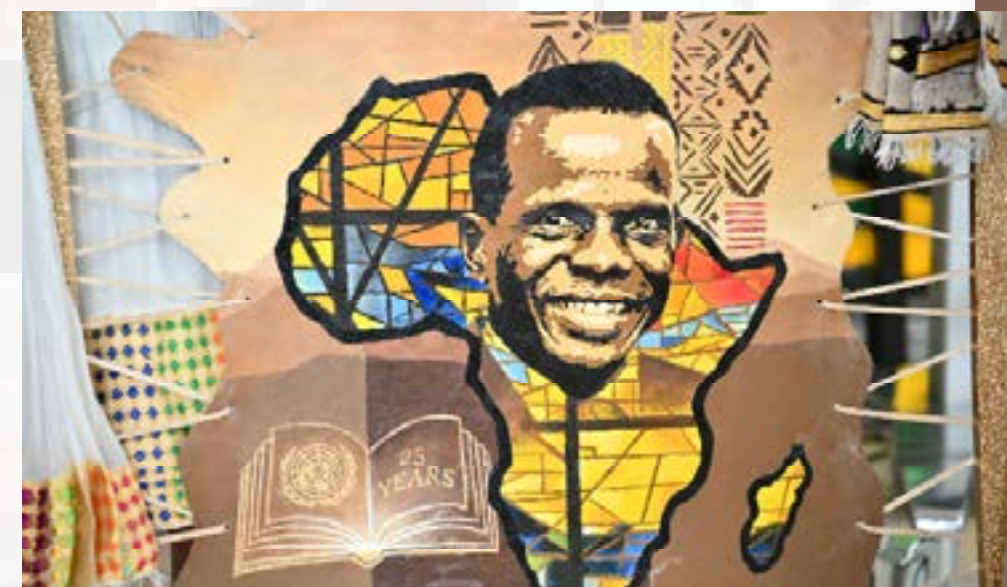


En mai 2025, M. Pedro a prononcé le discours d'ouverture lors de la célébration de la Journée mondiale de la langue portugaise, organisée par l'Ambassade du Portugal à Addis-Abeba. Dans son discours, il a évoqué les liens historiques et culturels unissant les nations lusophones et le rôle central de la langue dans la promotion d'une identité partagée, de la diplomatie et de la collaboration Sud-Sud. Il a souligné que le patrimoine linguistique était également un instrument d'échange économique et de partage de connaissances, en particulier dans les domaines de la science, de l'innovation et du développement durable.

Dirigeant visionnaire et éloquent défenseur d'idées, **Antonio Pedro laisse derrière lui un héritage d'inspiration et de partenariats**, enraciné dans la conviction que la transformation de l'Afrique doit être ancrée dans sa population, ses ressources et sa capacité d'innovation. Son mandat à la CEA restera dans les mémoires pour avoir jeté un pont entre les idées et l'action et pour avoir contribué à l'accomplissement du mandat de la Commission, qui est de promouvoir la prospérité, l'inclusion et la résilience sur l'ensemble du continent.

Écoutez son interview ici :

<https://www.youtube.com/watch?v=AN6FpCQWXK4&list=PLcfKplk33JTiyoYuMrq5bFVwxqBXQEUKD>



POINTS SAILLANTS DES PRINCIPALES ACTIVITÉS DE LA CEA :

Politiques macroéconomiques et finance

- La CEA a averti que les pays africains payaient des coûts d'emprunt beaucoup plus élevés que leurs pairs, en grande partie à cause de notations de crédit mondiales biaisées. Malgré des fondamentaux sains, la plupart d'entre eux restent qualifiés de « à haut risque », ce qui gonfle le coût du service de la dette et limite la croissance. Pour y remédier, la CEA et le Mécanisme africain d'évaluation par les pairs (MAEP) œuvrent à la mise en place de l'Agence africaine de notation du crédit afin de fournir des évaluations équitables, fondées sur le contexte et ancrées dans les réalités locales. Comme l'a souligné le Secrétaire exécutif Claver Gatete, le problème n'est pas la capacité mais la perception – un problème que cette Agence vise à corriger en donnant à l'Afrique une voix plus forte dans la finance mondiale. **Plus d'informations ici** : <https://www.uneca.org/stories/africa%E2%80%99s-battle-for-fair-credit>.
- Lors de la conférence annuelle sur les notations du crédit en Afrique, qui s'est tenue au Cap sur le thème « *Débloquer le financement extérieur grâce aux notations de crédit* », les participants ont appelé à des notations plus équitables et plus transparentes qui reflètent les réalités économiques et les progrès de l'Afrique. La Directrice Zuzana Schwidrowski, représentant la CEA, a souligné que le développement de l'Afrique « ne devrait pas être pris en otage par des perceptions étroites du risque », et a insisté sur l'amélioration des notations souveraines et le renforcement des systèmes de données sur la dette afin de stimuler la mobilisation des ressources intérieures. Les intervenants ont souligné que la nouvelle agence africaine de notation devait proposer des évaluations adaptées au contexte et axées sur la gouvernance afin de réduire les biais et les coûts d'emprunt. Organisée conjointement par le MAEP, la CEA, le PNUD et Africatalyst, cette conférence a été l'occasion de mettre l'accent sur les notations en tant que levier

de la confiance et de l'indépendance financières sur le continent. **Pour en savoir plus** : <https://www.uneca.org/stories/africa-must-rethink-credit-ratings-to-unlock-domestic-financing>.

Technologie et innovation

- La Division de la technologie, de l'innovation, de la connectivité et de l'infrastructure de la CEA, en partenariat avec le Gouvernement éthiopien, a célébré la 8^e Semaine mondiale des Nations Unies pour la sécurité routière sous le thème « *Des rues pour la vie : la sécurité à pied et à vélo* ». Organisée au siège de la CEA à Addis-Abeba, cette manifestation a mis en évidence l'importance du transport non motorisé pour une mobilité équitable, saine et résiliente face aux changements climatiques. Le Ministre d'État éthiopien aux transports et à la logistique, Bareo Hassen, a réaffirmé l'engagement du gouvernement, en prenant comme exemples sa feuille de route sur 30 ans en faveur des transports et la poursuite de ses efforts visant à développer les infrastructures pour les piétons et les cyclistes. Les représentants de la CEA ont souligné le soutien de la Commission au renforcement des politiques de sécurité routière, des systèmes de données et des capacités, en insistant sur le fait qu'une mobilité sûre et inclusive devait être au cœur de la planification des transports et de l'urbanisme en Afrique. **Pour en savoir plus** : <https://www.uneca.org/stories/eca-and-partners-urge-for-safe%2C-inclusive-mobility-in-africa-at-the-8th-un-road-safety-week>.
- La CEA et Google ont élargi leur partenariat pour faire progresser la transformation numérique dans toute l'Afrique grâce à des formations ciblées dans les domaines de l'intelligence artificielle, de la cybersécurité, de la robotique et de l'informatique en nuage. Cette initiative, qui comprend des programmes phares tels que *AI Sprinters*, fournit aux décideurs et aux jeunes innovateurs des outils pratiques pour exploiter les technologies émergentes en vue d'une croissance inclusive et durable. S'appuyant sur des succès

antérieurs tels que les Olympiades mondiales de robotique en Afrique, cette collaboration vise à combler le déficit de compétences numériques en Afrique, à renforcer la gouvernance grâce à des prises de décision fondées sur les données et à accélérer la préparation à l'intelligence artificielle sur l'ensemble du continent. **Pour en savoir plus** : <https://www.uneca.org/stories/eca-and-google-partner-to-unlock-africa%27s-ai-potential-with-tailored-policymaking-courses>.

- Le **Sommet Afrique SMSI+20** s'est ouvert au Bénin, marquant les 20 ans de la transformation numérique de l'Afrique. Organisé par la CEA et le Gouvernement béninois sur le thème « *Réalisations, défis et perspectives* », le Sommet a permis de mesurer les progrès accomplis dans la réduction de la fracture numérique et dans l'élaboration d'un avenir numérique inclusif. **Mactar Seck**, de la CEA, a noté que l'Afrique était passée de 91 millions à plus de 1,18 milliard d'abonnements à la téléphonie mobile, mais a averti que 71 % des Africains restaient déconnectés. Les dirigeants ont appelé à un investissement accru dans les compétences, l'infrastructure et l'inclusion numériques, en particulier pour les femmes et les jeunes, afin que la technologie stimule une croissance durable sur tout le continent. **Pour en savoir plus** : <https://www.uneca.org/stories/cotonou-hosts-wsis%2B20-africa-summit-reflecting-on-two-decades-of-digital-transformation>.

Résilience face aux changements climatiques

- Dans le cadre de la **Plateforme de modélisation énergétique pour l'Afrique (EMP-A)**, la CEA et ses partenaires ont formé 66 experts africains à des

outils de modélisation énergétique avancés afin de soutenir un développement à faible émission de carbone et résilient face aux changements climatiques Cette initiative, menée conjointement avec **Climate Compatible Growth (CCG)** et financée par le Ministère des affaires étrangères, du Commonwealth et du développement du Royaume-Uni, fournit aux décideurs des outils libres pour la planification énergétique à long terme et l'analyse des investissements. Les participants de plus de 15 pays africains ont acquis des compétences pratiques pour concevoir des filières énergétiques durables, promouvoir la réalisation de l'ODD 7 et accélérer la transition vers l'énergie propre en Afrique. **Plus d'informations ici** : <https://www.uneca.org/stories/regional-experts-trained-on-modelling-energy-systems>.

Intégration régionale et commerce

- En collaboration avec la CEA et le secrétariat de la ZLECAf, le Ministère botswanais du commerce et de l'entrepreneuriat a organisé, à Gaborone, un atelier de validation afin d'examiner le projet de stratégie nationale de mise en œuvre de la ZLECAf du Botswana. Cette stratégie décrit la feuille de route du Botswana pour exploiter les opportunités commerciales dans le cadre de la ZLECAf en identifiant les secteurs compétitifs, en promouvant la valeur ajoutée et en soutenant les MPME, les femmes et les jeunes. Les responsables ont souligné que la ZLECAf était plus qu'un pacte commercial, étant un outil de transformation structurelle, de diversification et de création d'emplois. La CEA a réaffirmé son soutien à la finalisation et à l'opérationnalisation de la stratégie, qui sera pilotée par un comité national de mise en œuvre, afin de garantir une exécution coordonnée, inclusive et axée sur les résultats.



Pour en savoir plus : <https://www.uneca.org/stories/botswana-holds-a-validation-workshop-for-the-afcfta-national-implementation-strategy>.

- La CEA et le Gouvernement japonais ont lancé un partenariat historique d'un million de dollars pour faire progresser l'intégration numérique et économique de l'Afrique dans le cadre de la ZLECAf. Le projet – « *Stimuler le commerce intra-africain en tirant parti de la numérisation pour une mise en œuvre efficace et inclusive de la ZLECAf* » – améliorera l'accessibilité des informations commerciales, créera des écosystèmes numériques et renforcera les capacités des MPME dirigées par des femmes en Namibie, en Sierra Leone, au Cameroun et en Tanzanie. Financée par le budget supplémentaire 2025 du Japon, cette initiative marque le premier soutien financier direct du Japon au programme d'intégration de la CEA. Les résultats escomptés comprennent des portails commerciaux numériques nationaux, une base de données continentale sur les intrants, des guides commerciaux de la ZLECAf et une formation ciblée pour les décideurs et les entrepreneurs. Ce partenariat, qui sera présenté à la neuvième Conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique (TICAD), met en évidence une vision commune d'un marché africain connecté numériquement et ouvert à tous. **Pour en savoir plus :** <https://www.uneca.org/stories/eca-and-japan-launch-first-ever-joint-project-to-boost-intra-african-trade-through>.

Division du genre, de la lutte contre la pauvreté et des politiques sociales

- La CEA et la Commission de l'Union africaine mènent une initiative conjointe intitulée « *Migrations internationales en Afrique : Donner une image positive et supprimer les obstacles à la mobilité* » et – axée sur l'autonomisation économique des femmes migrantes rapatriées, en particulier d'anciennes travailleuses domestiques en Éthiopie, au Kenya et en Ouganda. Ce projet vise à consolider la réintégration et à créer des moyens de subsistance durables grâce au renforcement des capacités, à l'octroi de subventions et à la réforme des politiques. À la

suite d'un atelier organisé par la CEA en octobre 2024, les partenaires sont convenus de créer un groupe de travail pour guider la mise en œuvre et la collaboration à long terme. Comme l'a fait remarquer Keiso Matashane-Marite de la CEA, il est essentiel de soutenir les femmes qui reviennent de la région du Golfe afin de favoriser leur inclusion dans les économies locales tout en préservant leur dignité. **Pour en savoir plus :** <https://www.uneca.org/stories/eca-and-auc-join-forces-to-enhance-economic-opportunities-for-returnee-migrant-women>.

- Un atelier régional co-organisé à Harare par la CEA, l'Union africaine et l'OIM a montré que l'Afrique devait de toute urgence renforcer les systèmes d'identité juridique en tant que fondement d'une croissance inclusive et de la libre circulation. Des représentants du Kenya, de l'Ouganda et du Soudan du Sud ont fait part des progrès réalisés et des difficultés rencontrées en matière de délivrance de pièces d'identité aux citoyens, aux migrants et aux réfugiés. Gideon Rutaremwa, de la CEA, a souligné que « l'identité juridique [n'était] pas un privilège mais un droit », tandis que les experts ont appelé à une plus grande volonté politique et à des investissements plus importants pour faire en sorte que chaque Africain soit recensé et puisse accéder aux services, au travail et à la protection. **Plus d'informations ici :** <https://www.uneca.org/stories/no-identity%2C-no-access%2C-no-progress>.
- Des centaines de millions de personnes en Afrique n'ont toujours pas d'identification juridique, ce qui exclut les migrants et les apatrides de l'éducation, des soins de santé et de la justice. Un atelier de cinq jours organisé à Harare par la CEA avec la Commission de l'Union africaine, l'OIM et l'IGAD a permis d'examiner les résultats obtenus en Ouganda, en Éthiopie et au Soudan du Sud et de présenter une nouvelle boîte à outils pour une bonne identité juridique afin de renforcer l'inclusion. Christian Oldiges, de la CEA, a qualifié l'identification juridique de « fondement d'un développement inclusif », tandis que les experts ont insisté sur la coopération transfrontalière et la protection des droits. Vu qu'il restait moins de cinq ans pour atteindre l'ODD 16.9 (garantir à

tous une identité juridique), les participants ont convenu que les solutions devaient s'attaquer à la fois aux obstacles d'ordre politique et juridique, et pas seulement aux lacunes techniques. **Plus d'informations ici :** <https://www.uneca.org/stories/millions-of-migrants-across-africa-remain-undocumented-as-id-systems-struggle-to-keep-pace>.

Bureau sous-régional en Afrique australe

- Le Bureau sous-régional de la CEA en Afrique australe a organisé un voyage d'étude pour promouvoir les chaînes de valeur de l'automobile via les zones économiques spéciales (ZES) en Afrique australe, auquel ont participé des responsables de Namibie et du Lesotho. Cette visite, facilitée par le gouvernement provincial de Gauteng et TASEZ, a mis en évidence l'importance de politiques efficaces et de la participation du secteur privé. M^{me} Olayinka Bandele a souligné le rôle de la CEA dans le soutien au développement industriel dans le cadre de la ZLECAf, qui devrait favoriser plus de coopération régionale et de création d'emplois. M. Msokoli Ntombana a mis l'accent sur l'intégration des PME dans le secteur automobile en vue d'une croissance globale. La visite de sept usines de fabrication a permis de démontrer les capacités actuelles et la nécessité d'améliorer l'utilisation du contenu local, le développement des compétences et la capacité d'adaptation face à des défis tels que le Mécanisme d'ajustement carbone aux frontières de l'Union européenne. La CEA prévoit de collaborer davantage avec les parties prenantes et d'étudier les normes des zones économiques spéciales en Afrique. **Plus d'informations ici :** <https://www.uneca.org/stories/special-economic-zones-%28sez%29->

[essential-for-robust-automotive-regional-value-chains](https://www.uneca.org/stories/special-economic-zones-%28sez%29-essential-for-robust-automotive-regional-value-chains).

- Le 1^{er} avril 2025, le Ministère malawien du commerce et de l'industrie a organisé une réunion à Lilongwe pour examiner les projets de réglementation des zones économiques spéciales (ZES), avec le soutien de la CEA. Parmi les participants figuraient des représentants de diverses entités gouvernementales et privées. La réunion a mis l'accent sur le potentiel des ZES en matière de croissance économique, de diversification industrielle et d'attraction des investissements étrangers. M^{me} Christina Zakeyo a souligné l'importance des réglementations qui prévoient des incitations à l'investissement. Oliver Maponga, de la CEA, a expliqué comment les zones économiques spéciales pouvaient renforcer les chaînes de valeur et promouvoir les industries locales. Les discussions ont porté sur l'affinement des projets de règlement à partir des enseignements tirés des programmes précédents, la cohérence avec les objectifs nationaux et les cadres de mise en œuvre. **Pour en savoir plus :** <https://www.uneca.org/stories/validation-of-special-economic-zones-regulations-to-support-implementation-of-the-sez-act-in>.
- Le Bureau sous-régional de la CEA en Afrique australe a tenu une réunion consultative le 8 avril 2025 à Windhoek, afin d'affiner un cadre de politique automobile visant à intégrer la Namibie et le Lesotho dans la chaîne de valeur automobile régionale de l'Afrique australe. Cette réunion, qui a rassemblé des décideurs, des acteurs du secteur privé et des experts de la CEA, a été l'occasion d'examiner la cohérence du projet de cadre avec



les stratégies de commerce et d'industrialisation, et de mettre en évidence les lacunes en matière de compétences, de cohérence réglementaire et d'harmonisation régionale. Olayinka Bandele, de la CEA, a souligné les efforts continus de la Commission pour renforcer le secteur grâce à des concertations sur les politiques, à un renforcement des capacités et à des voyages d'étude. Les participants ont souligné la nécessité d'harmoniser les réglementations, de développer les compétences et de renforcer les liens entre les petites entreprises et les principaux acteurs de l'industrie afin de favoriser une croissance inclusive et durable. **Plus d'informations ici :** <https://www.uneca.org/stories/eca-support-namibia-and-lesotho-to-review-an-automotive-policy-framework-to-integrate-into>.

Bureau sous-régional en Afrique centrale

- En partenariat avec la CNUCED et le Ministère centrafricain du commerce et de l'industrie, la CEA soutient les efforts visant à renforcer la participation des PME aux chaînes de valeur régionales par le biais d'une nouvelle étude d'impact nationale. Le rapport, qui sera validé à Bangui, analyse les barrières structurelles et les opportunités de marché pour les petites entreprises de la République centrafricaine – en particulier dans les secteurs de l'agroalimentaire, du bois et des minéraux – dans le cadre de la ZLECAf. Jean Luc Mastaki, de la CEA, a présenté les recommandations de l'étude, fondées sur des données et visant à stimuler la productivité et la compétitivité. Cette initiative, qui s'inscrit dans le cadre du projet régional de la CNUCED

sur l'intégration des PME, vise à améliorer l'accès au financement, à promouvoir la création de valeur ajoutée et à faire des entreprises centrafricaines des participants actifs aux chaînes d'approvisionnement régionales et continentales. **Pour en savoir plus :** <https://www.uneca.org/stories/strengthening-the-participation-of-central-african-republic%E2%80%99s-small-businesses-in-regional>.

Bureau sous-régional en Afrique du Nord

- En partenariat avec le Ministère des finances et de la planification du développement du Lesotho, la CEA a organisé un atelier sur la mise à profit des ressources de la diaspora basotho au service d'un développement durable. La réunion a rassemblé plus de 50 représentants des pouvoirs publics, de l'ONU, du secteur privé et de la société civile afin d'examiner comment les envois de fonds et l'épargne de la diaspora peuvent être canalisés vers des investissements productifs. Khaled Hussein, de la CEA, a souligné la résilience des envois de fonds en tant que ressource nationale essentielle, tandis que le Ministère a exhorté à aller « au-delà des flux traditionnels » pour stimuler une croissance inclusive. L'atelier s'est conclu par un accord sur la création d'un groupe de travail technique national chargé de guider la mise en œuvre et de renforcer la participation de la diaspora au programme de développement du Lesotho. **Pour en savoir plus :** <https://www.uneca.org/stories/leveraging-the-contribution-of-basotho-diaspora-to-lesotho-sustainable-development>.

Production de connaissances

Au cours du dernier trimestre de l'année, la CEA a produit les publications clés suivantes.


- [Repenser les incitations fiscales dans le secteur minier en Afrique](#)
- [État de l'intégration régionale en Afrique \(ARIA XI\)](#)
- [Évolutions macroéconomiques et sociales en Afrique de l'Est, 2025](#)

Vous trouverez d'autres publications ici : <https://www.uneca.org/?q=publications> **et le Référentiel institutionnel de la CEA ici :** <https://www.uneca.org/knowledge-services-section/institutional-repository>.

PERSPECTIVES D'AVENIR – QUELQUES ÉVÉNEMENTS CLÉS

 Conférence sur la politique foncière en Afrique, 2025
10-13 novembre 2025
CEA, Addis-Abeba

 Pour en savoir plus : <https://www.uneca.org/eca-events/clpa2025>.

 Soutien de la CEA à la participation de l'Afrique à la COP30
10-21 novembre 2025
Belém (Brésil)

 Pour en savoir plus : <https://www.uneca.org/eca-events/COP30>.

Série de podcasts de la CEA sur l'Afrique durable : À partir des événements clés de la CEA, nous donnons une dimension humaine aux thèmes sur lesquels nous travaillons et nous nous entretenons avec des parties prenantes, des célébrités et d'autres personnes qui contribuent au développement durable. Découvrez notre **série de podcasts sur l'Afrique durable** sur la chaîne YouTube de la CEA : <https://www.youtube.com/playlist?list=PLcfKplk33%20JTgQGtMWgEYcSmQLFXEd3yTz>.

Contact

NU Commission économique pour l'Afrique
Menelik II Ave.
B.P. 3001, Addis-Abeba, Éthiopie
Tél.: 251-11-544-5000
Fax: 251-11-551 4416
[CONTACT PAR COURRIEL](#)

Sociaux

 <https://www.facebook.com/EconomicCommissionforAfrica>
 https://x.com/eca_official
 <https://www.youtube.com/unecaVideo>
 <https://www.flickr.com/photos/uneca/albums/>
 <https://www.linkedin.com/company/united-nations-economic-commission-for-africa/posts/?feedView=all>